



Intervention UIAFP-FO le 22 mai 2018 à Chartres



Cher(e)s Camarades,
cher(e)s Collègues,

Après avoir détruit le code du travail, ce gouvernement MACRON-PHILIPPE-DARMANIN veut à présent liquider les droits des salariés du service public en s'attaquant à nos statuts, nos effectifs et nos retraites pour ensuite tout privatiser.

Le socle du statut, c'est le code des pensions civiles et militaires qui garantit un traitement à vie au fonctionnaire d'Etat, c'est ce qu'on appelle la pension calculée sur les 6 derniers mois d'activité.

Le socle du statut, c'est la CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales) qui garantit les mêmes droits aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers sous forme d'une caisse de solidarité largement excédentaire.

Cela n'a pas empêché ce gouvernement de remettre à nos organisations, le 16 avril dernier, un document qui constitue une feuille de route pour abattre tous les régimes de retraites, régime général compris.

Il ne s'agit pas, cette fois-ci, de rajouter des trimestres, d'augmenter une décote ou de décaler encore plus l'âge légal de départ à la retraite.

NON ! Le but de cette nouvelle pseudo-concertation, qui a déjà débuté, est de faire table rase de tous les systèmes de répartition pour établir à la place un régime unique : celui des fonds de pensions.

Et personne ne se fera tromper par les artifices de langage qui seront utilisés pour faire passer la pilule (Régime à points ou comptes notionnels).

Ceci constitue également un projet de privatisation généralisée de la fonction publique, privatisation engagée avec le prélèvement à la source des impôts faisant des patrons les fermiers généraux du gouvernement et démantelant les finances publiques.

En ce sens, la mobilisation d'aujourd'hui rejoint celle des retraités, des cheminots, des multiples grévistes des travailleurs du privé.

**Ne touchez pas au Service Public
Ne touchez pas à nos retraites,
Ni au régime général,
ni aux régimes spéciaux,
ni au code des pensions civiles
et militaires, ni à la CNRACL**



Alors que nos camarades cheminots ne lâchent rien depuis des semaines pour obtenir le retrait du pacte ferroviaire, pour défendre l'établissement national SNCF et le statut, ce 22 mai pose la question d'un appel des confédérations et de toutes les fédérations à la grève, avec les cheminots, pour le retrait du pacte ferroviaire.

Faire céder Macron sur ce point serait le meilleur moyen de bloquer l'offensive du gouvernement contre nos retraites et nos statuts et donc défendre ainsi le Service Public !